

Le regard des Français sur les grands enjeux de l'élection présidentielle : L'emploi #5

Sondage Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi, Directeur Général Adjoint

Esteban Pratviel, Chef de groupe

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 06 16 97 06 01

prenom.nom@ifop.com

Avril 2017



1 | La méthodologie



Etude réalisée par Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 507** personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de **1 600** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 31 mars au 3 avril 2017.

2 | Les résultats de l'étude

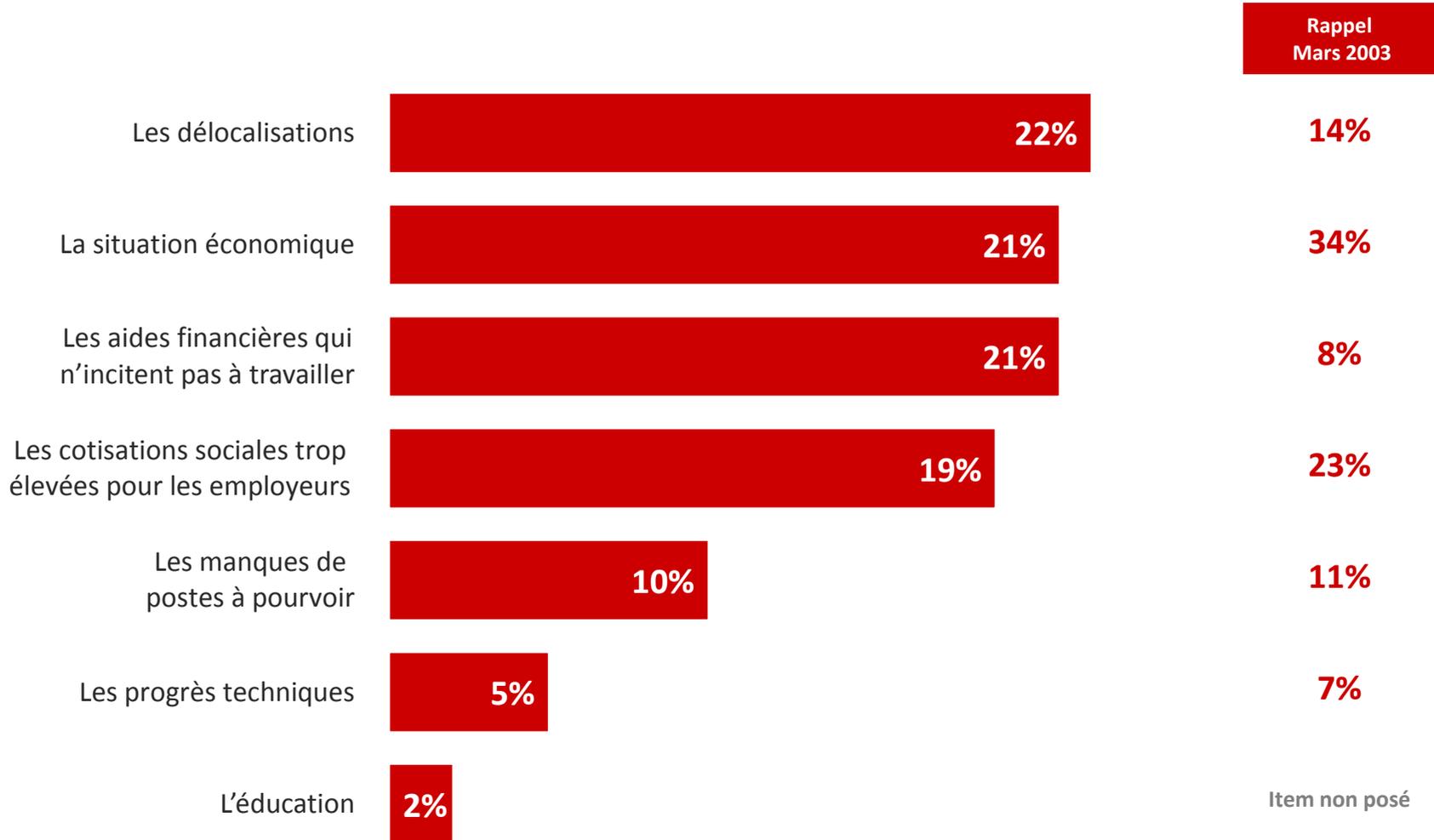


A | La perception de la situation de l'emploi en France

QUESTION : Quand on vous parle de l'emploi, quels sont tous les mots, les sentiments et les images qui vous viennent à l'esprit ? (question ouverte, réponses non suggérées)



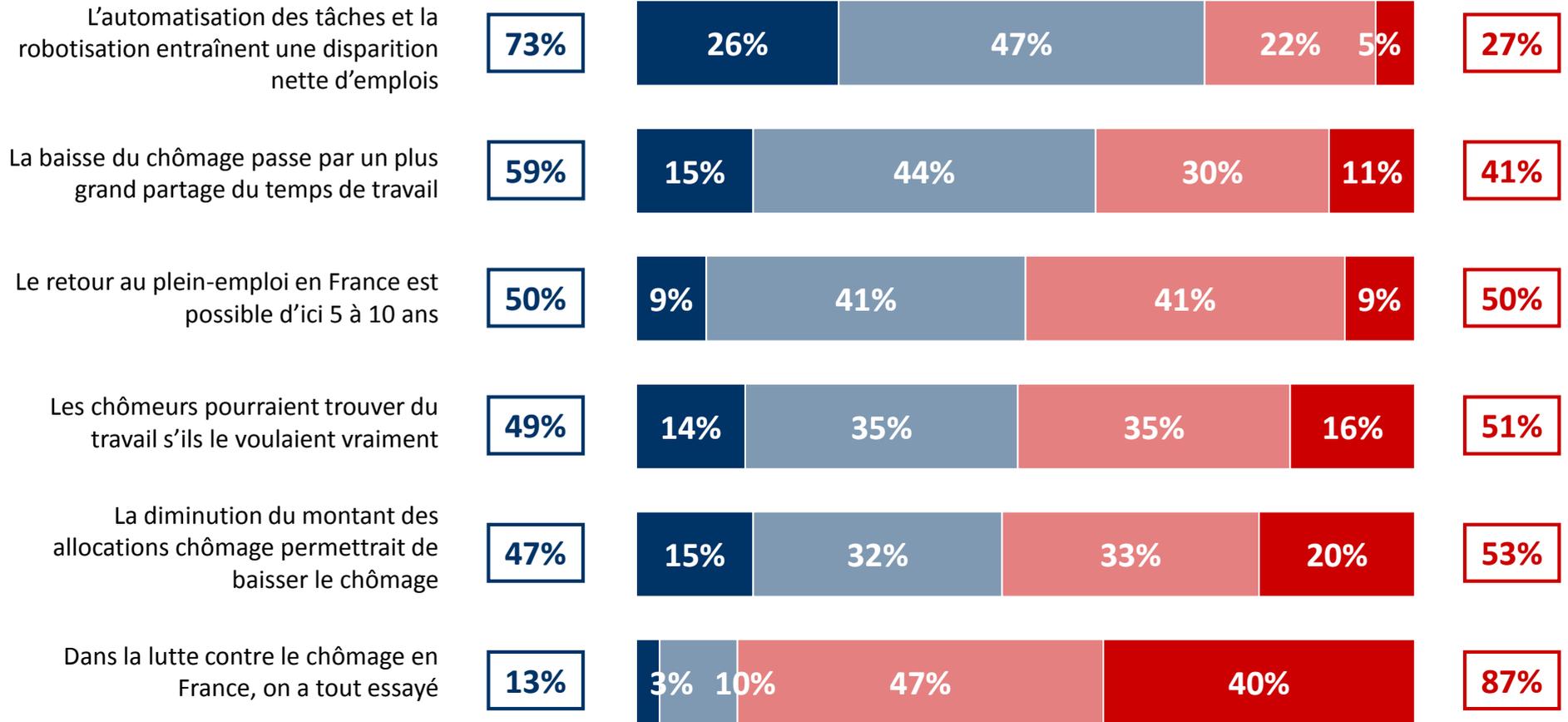
QUESTION : Selon vous, quelle est la cause principale du chômage actuel ?



QUESTION : Pour chacune des opinions suivantes, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

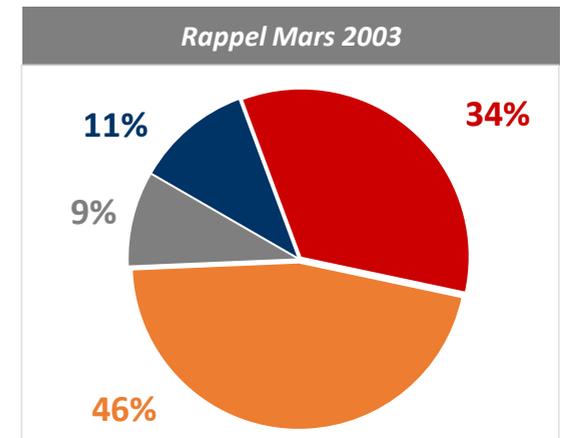
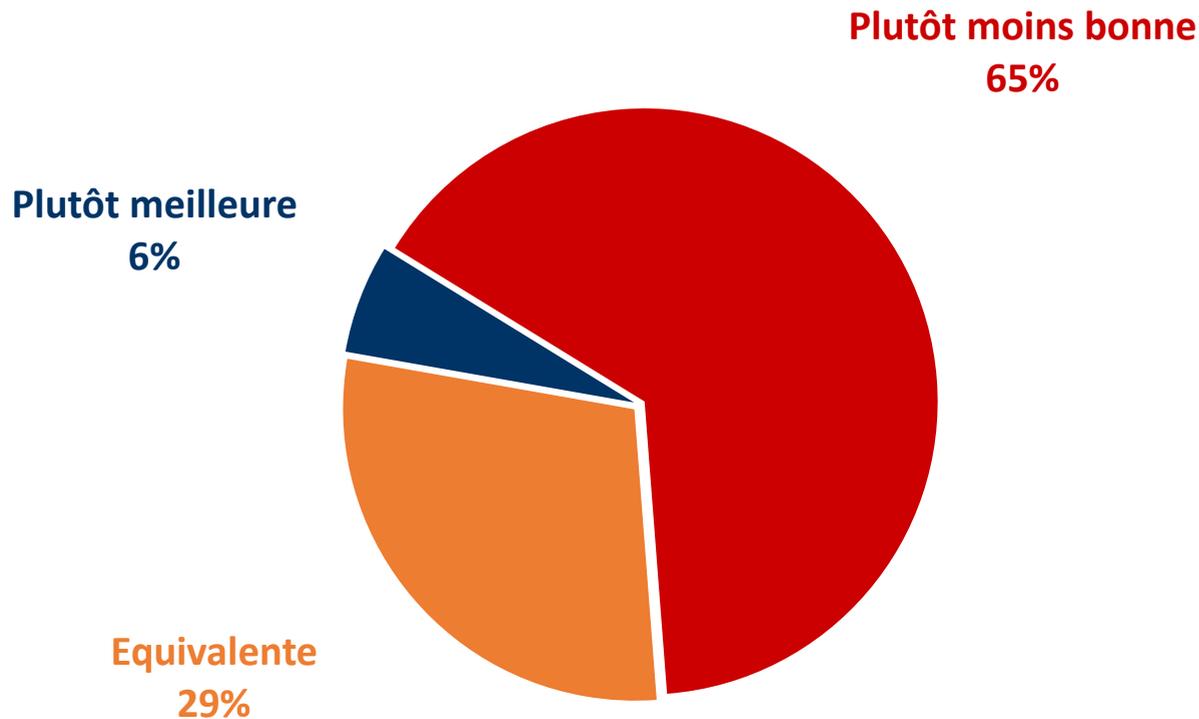
Total
« D'accord »

Total
« Pas d'accord »

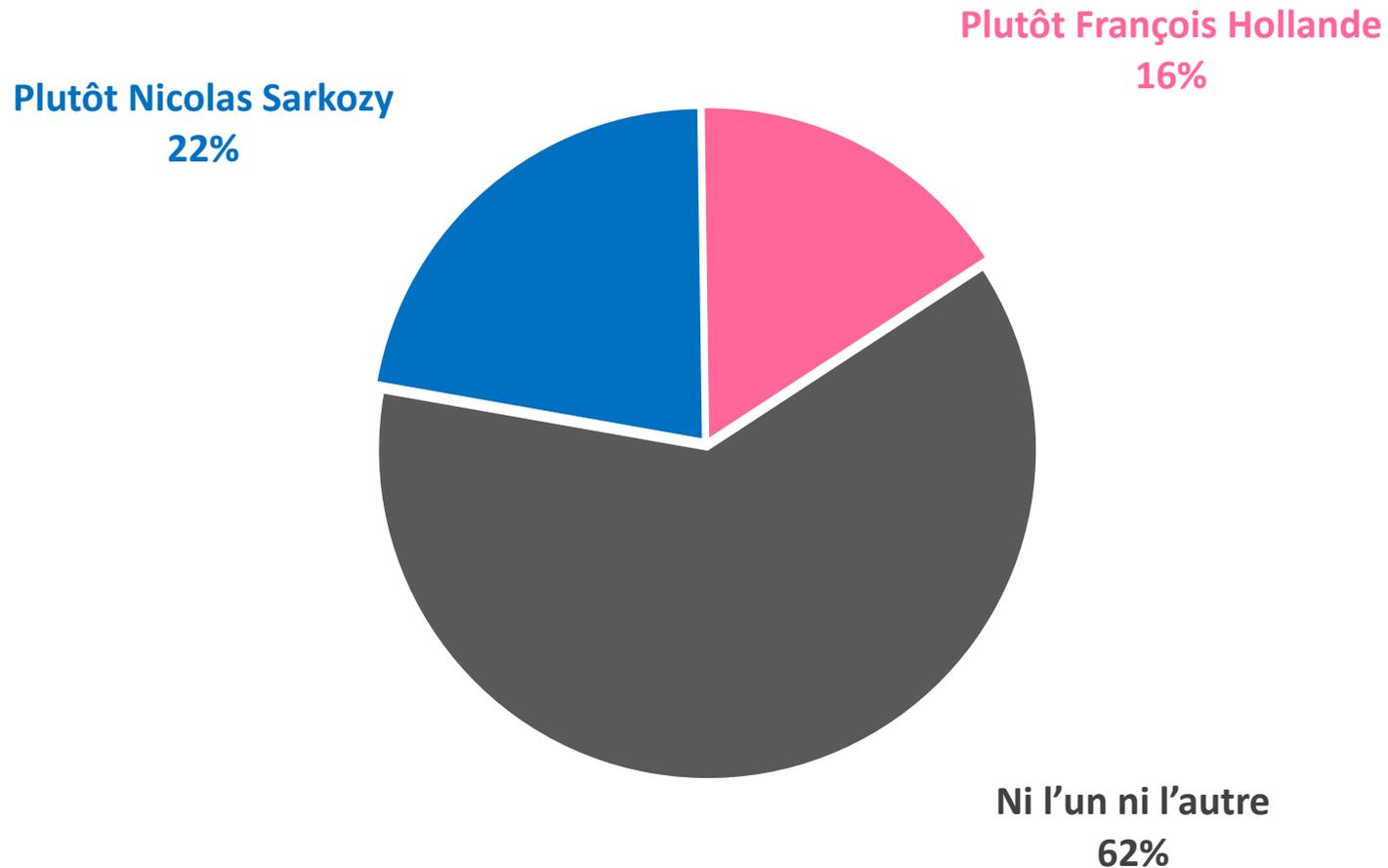


■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas d'accord du tout

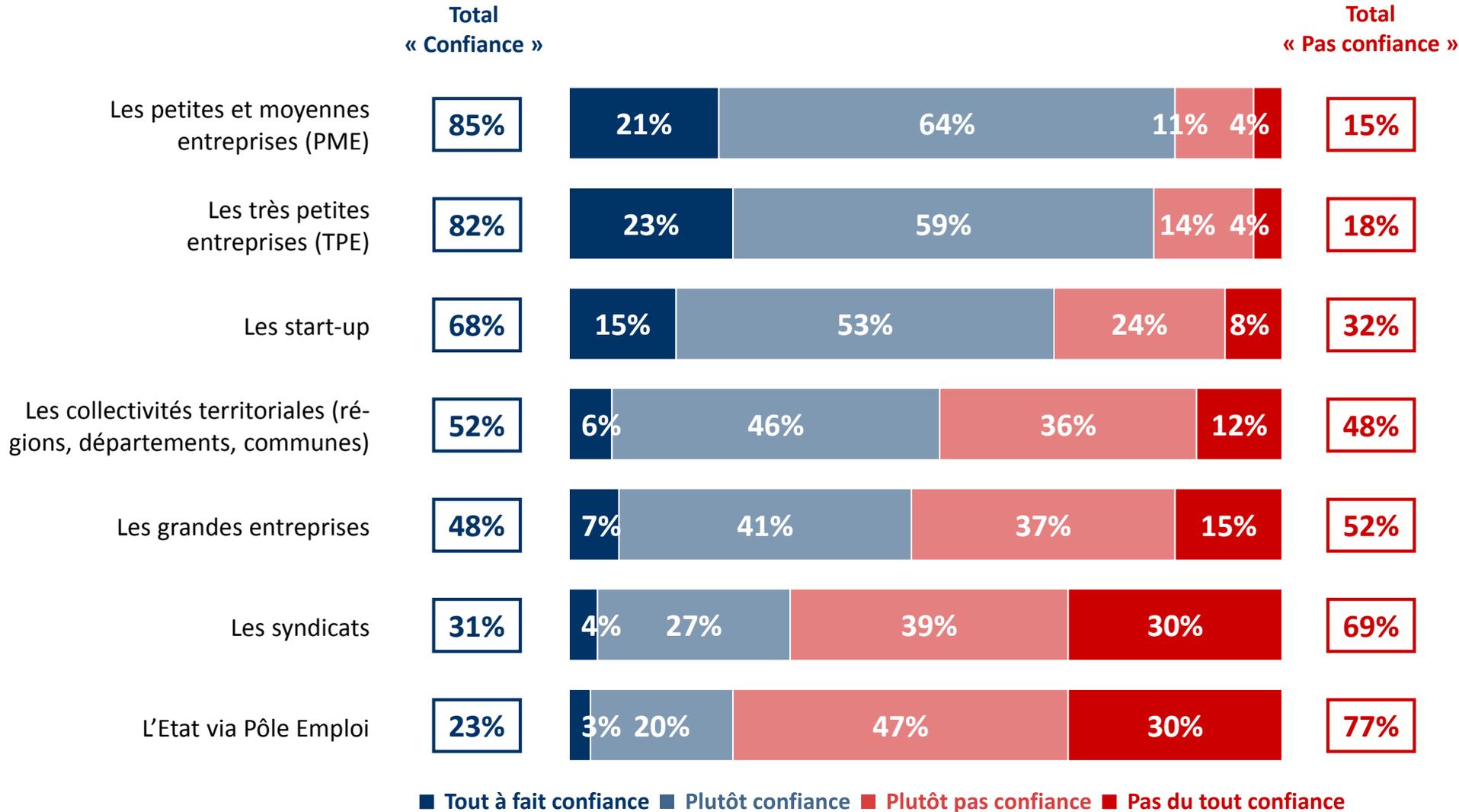
QUESTION : Globalement, comment qualifieriez-vous l'action de la France en matière de réduction du chômage, ces dernières années, par rapport à celle de nos principaux partenaires européens ?



QUESTION : Selon vous, au cours des deux derniers quinquennats, quel Président de la République a le mieux agi en matière de lutte contre le chômage ?

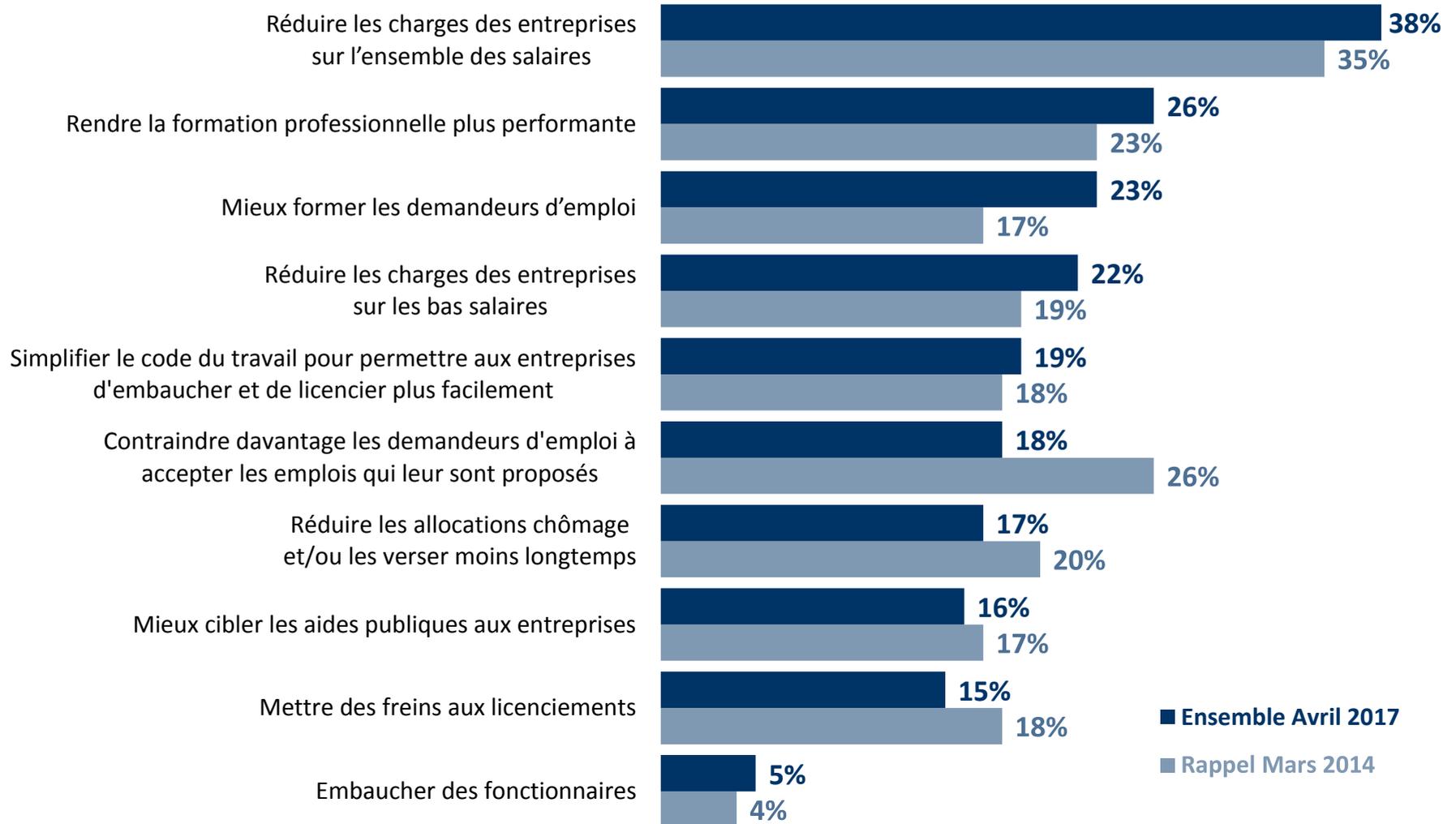


QUESTION : Et pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous que vous lui faites confiance ou pas confiance pour faire baisser le chômage ?



B | Les orientations souhaitées en matière de politique de l'emploi

QUESTION : D'après vous, quelles doivent être les priorités de la politique de l'emploi, pour réduire le chômage ? En premier ? En second ?

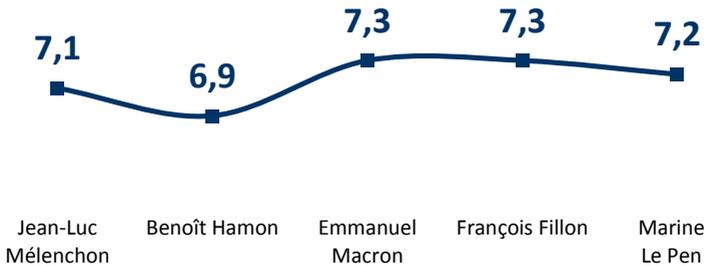


QUESTION : Dans quelle mesure considérez-vous que les enjeux liés à l'emploi vont jouer un rôle important ou pas important dans votre vote à l'élection présidentielle ? Veuillez évaluer cette importance sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que ces enjeux auront une très faible importance dans votre vote, et 10 qu'ils auront une très forte importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

Poids moyen des enjeux liés à l'emploi
(Note sur 10)



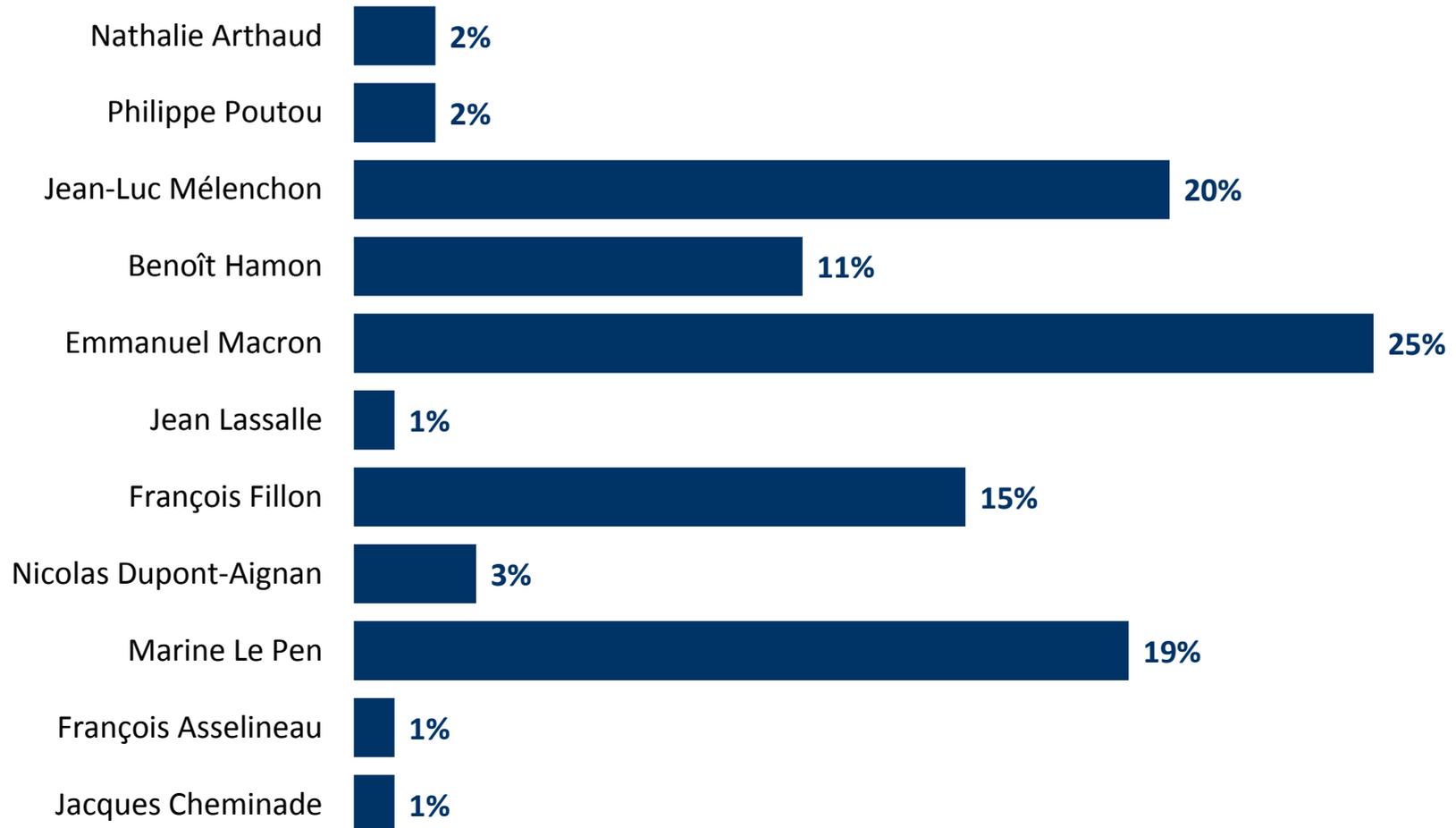
Intention de vote à l'élection présidentielle de 2017



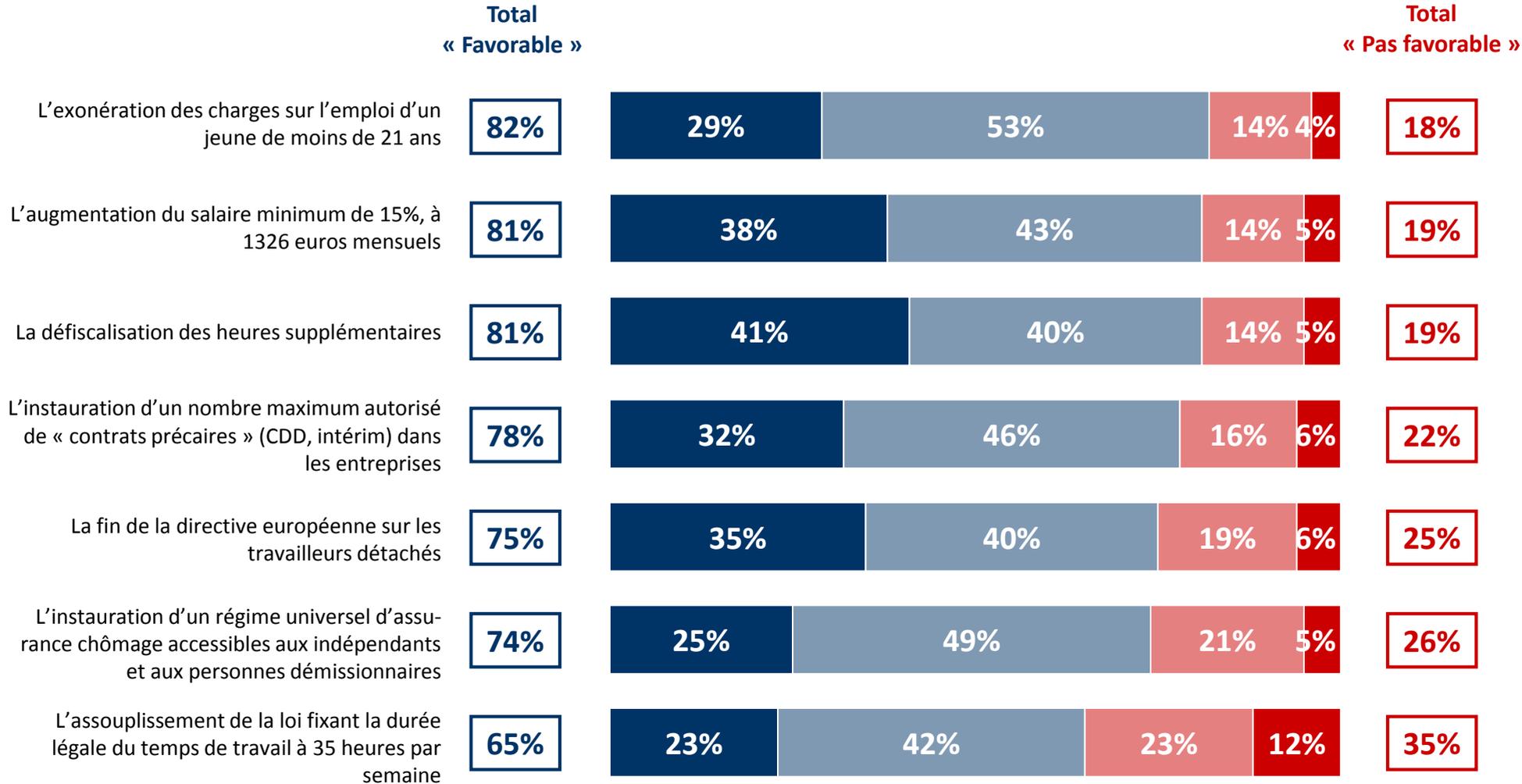
Rappel Poids moyen des autres enjeux



QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est celui qui est le plus capable pour améliorer la situation en matière d'emploi ?

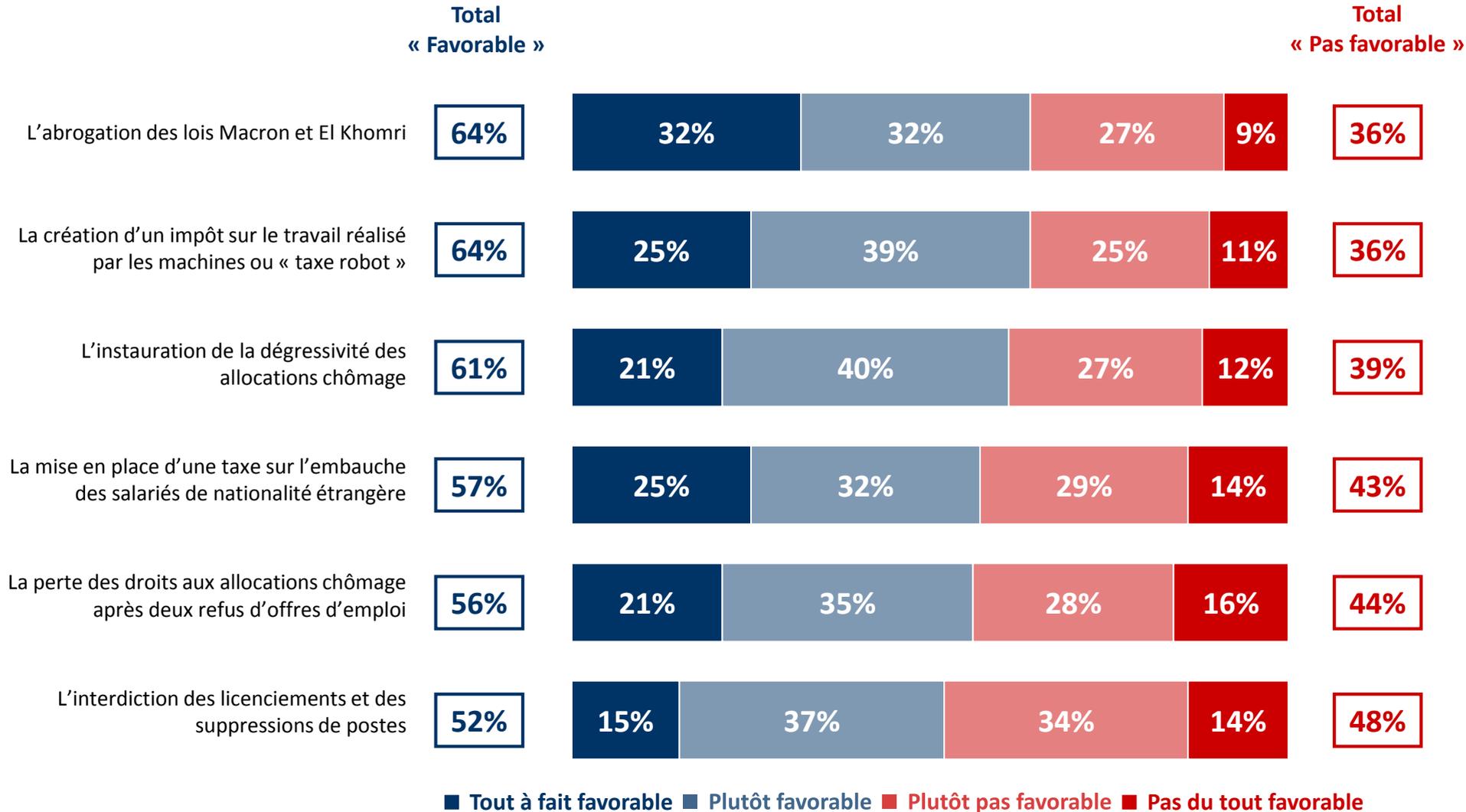


QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de l'emploi. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle.

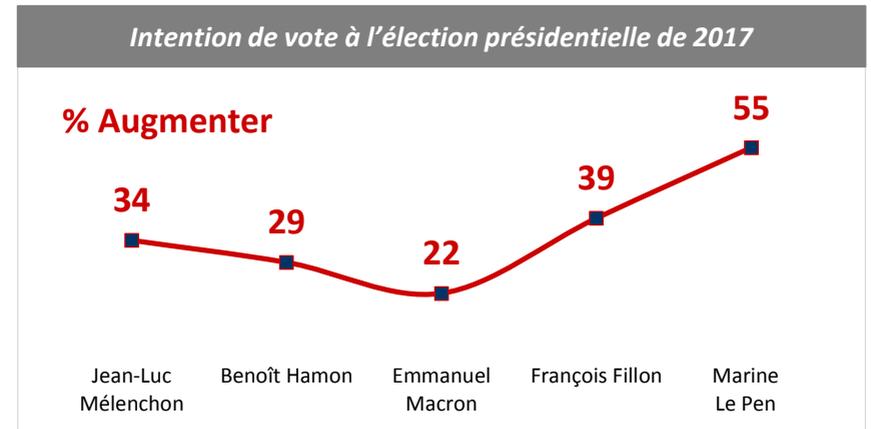
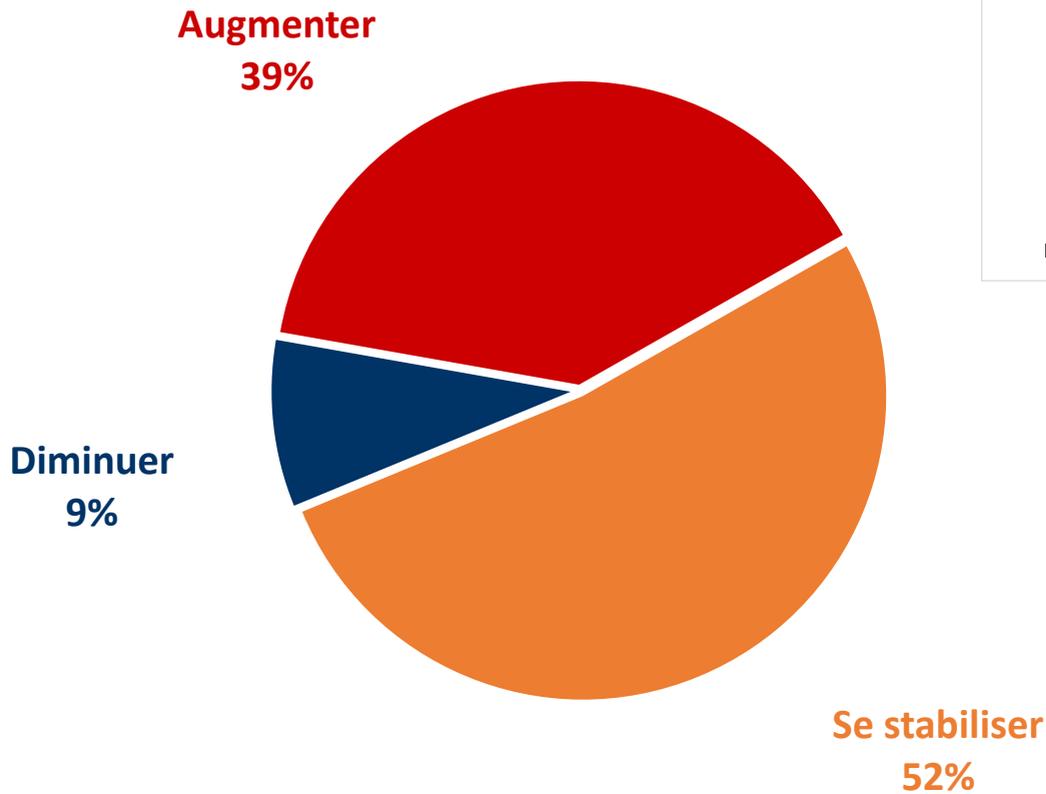


■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de l'emploi. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle.



QUESTION : A votre avis, dans les prochains mois, le nombre de chômeurs en France va-t-il... ?



3 | Les principaux enseignements



La cinquième vague du baromètre Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio portant sur les grands enjeux de l'élection présidentielle s'est intéressée à la problématique de l'emploi. Les Français se montrent à une large majorité insatisfaits des politiques menées dans ce domaine, et renvoient dos à dos celles conduites depuis dix ans. Pessimistes sur la situation, ils n'en sont pas pour autant fatalistes et se déclarent prêts à accepter les réformes qu'ils jugent nécessaires.

Les Français sont très majoritairement mécontents des politiques conduites depuis plusieurs années en matière d'emploi.

En l'associant majoritairement au chômage et aux difficultés qu'ils rencontrent, les Français se montrent très critiques vis-à-vis de la situation de l'emploi dans leur pays. **A la suite à deux quinquennats aux approches pourtant différentes dans la lutte contre le chômage, les personnes interrogées soulignent les carences des politiques conduites sous les mandats de Nicolas Sarkozy, puis de François Hollande dans ce domaine.** Elles font tout d'abord le constat selon lequel **l'action de la France en matière de réduction du chômage a été plutôt moins bonne que celle de ses principaux partenaires européens ces dernières années** (65%, +31 points par rapport à mars 2003), et elles font état à une très large majorité de la similarité des bilans de l'actuel président de la République et de son prédécesseur. Près de deux Français sur trois (62%) jugent en effet qu'aucun des deux n'a mieux agi dans la lutte contre le chômage, tandis que 22% valorisent l'action de Nicolas Sarkozy et 16% soutiennent plutôt celle de François Hollande.

Les Français sont pessimistes mais ne perçoivent pas le chômage comme un phénomène inéluctable.

Contrairement à 2003, le chômage est alors perçu comme résultant de plusieurs causes et particulièrement des conséquences des délocalisations (22% de citations, +8), de la situation économique actuelle (21%, -13), du système d'aides financières n'incitant pas à travailler (21%, +13) et du montant trop élevé des cotisations sociales pour les employeurs (-4). **Pessimistes sur la situation de l'emploi, mais pointant moins la situation économique mondiale que par le passé, les Français ne sont ainsi pas fatalistes.** Contrairement à la célèbre phrase du président de la République d'alors François Mitterrand en 1993, **87% des personnes interrogées s'opposent à l'affirmation selon laquelle tout aurait été essayé pour résoudre le problème du chômage.** Elles sont même une sur deux (50%) à penser que le retour du plein-emploi est possible dans le pays d'ici 5 à 10 ans. **Dans cette tâche, la confiance des Français se porte alors en premier chef vers les acteurs économiques** que sont les Petites et Moyennes Entreprises (85%), les Très Petites Entreprises (82%) et les start-up (68%) puis vers les collectivités territoriales (52%). Le rejet des acteurs institutionnels comme les syndicats ou l'Etat est en revanche massif, faute d'avoir la confiance des Français (31% et 23% respectivement).

Plus confiants dans les entreprises, les Français mettent majoritairement sur une augmentation de leurs marges de manœuvre et de leur compétitivité. 38% d'entre eux assignent prioritairement à la politique de l'emploi la réduction des charges sur l'ensemble des salaires qui pèsent sur les entreprises, tandis que 22% prônent une réduction des charges sur les bas salaires. Ce mouvement de libéralisation doit alors s'accompagner d'une amélioration de la compétitivité des salariés français : 26% des personnes interrogées souhaitent rendre la formation professionnelle plus performante, tandis que 23% mettent la priorité sur une meilleure formation pour les demandeurs d'emploi.

L'enjeu de l'emploi est placé au-dessus de tous les autres à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle.

A trois semaines de l'élection présidentielle, les enjeux liés à l'emploi apparaissent d'une importance capitale, supérieure à tous les autres thèmes testés dans le cadre de ce dispositif d'enquêtes Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio. En lui octroyant une note moyenne de 7,1, les Français place l'emploi à un niveau juste au-dessus de celui de la sécurité (7,0), nettement devant la fiscalité (6,4), l'éducation (6,1) ou la politique extérieure (6,0). **Dans cette « entreprise » que représente l'amélioration de la situation de l'emploi, c'est Emmanuel Macron qui apparaît comme le candidat le plus capable (25% de citations).** Le leader d'En Marche ! devance alors Jean-Luc Mélenchon (20%) et Marine Le Pen (19%). Avec seulement 15% de citations, François Fillon, ancien Premier Ministre de Nicolas Sarkozy, n'arrive quant à lui qu'en quatrième position, sans doute lesté par les mauvais résultats constatés par les Français dans ce domaine lorsqu'il était en fonction.

En quête de solutions efficaces dans la lutte contre le chômage, les Français se déclarent majoritairement favorables à toutes les mesures proposées par les candidats à l'élection présidentielle. Certaines mesures se détachent néanmoins, traduisant l'ambition parfois paradoxale de protéger les salariés français et de libérer les entreprises des contraintes étatiques. Près de huit personnes interrogées sur dix se déclarent ainsi favorables à l'exonération de charges sur l'emploi de jeunes de moins de 21 ans (82%) ou à la défiscalisation des heures supplémentaires (81%). A contrario, l'augmentation du salaire minimum de 15% (81%) ou l'instauration d'un nombre maximum autorisé de contrats précaires dans les entreprises (78%) sont souhaités par une proportion similaire de personnes. On notera que ces demandes s'accompagnent d'une demande de protection, notamment vis-à-vis de la concurrence étrangère. 75% des personnes interrogées réclament notamment la fin de la directive européenne sur les travailleurs détachés qui permet aux entreprises de payer pour un travailleur les cotisations sociales dans le pays où celui-ci est employé habituellement, tandis que 57% seraient favorables à la mise en place d'une taxe sur l'embauche des salariés de nationalité étrangère.